

Rencontre de la commission régionale Afrique du 25 au 30 aout en Cote d'Ivoire



La Fédération Internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active, FICEMEA, a organisé, du 01 au 07 novembre 2014 à Namur en Belgique, un Séminaire international sur les *Mécanismes et conséquences de la marchandisation de l'éducation. Rôles et responsabilités respectifs des Etats et des sociétés civiles*. Treize (13) pays de la Zone Afrique membres de la FICEMEA ont activement pris part à cette importante rencontre de réflexion. Pour préparer ces assises de Namur, les pays de la Zone Afrique se sont retrouvés à Porto Novo au Bénin en mars 2014 et ont dégagé les convergences de leurs contextes, les alternatives et les suggestions communes.

Des stratégies ont été élaborées à Namur visant à *interpeler les Etats pour qu'ils assument leur rôle de régulateur, de contrôle et de suivi et leurs obligations constitutionnelles* notamment par l'élaboration des plaidoyers, des actions de formation, de sensibilisation, d'échanges, l'élaboration des états de lieux, etc.. Pour s'approprier cette démarche, huit (08) pays de la Zone Afrique de la FICEMEA dont l'Algérie, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Niger, le Sénégal et le Togo se



sont retrouvés à Abidjan et à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire du 25 au 30 août 2015 pour débattre du thème **La problématique de la gratuité de l'école en Afrique**. L'idéal de gratuité de l'école que clament tous les Etats aujourd'hui, est mis à l'épreuve et même fauché par la virulence et la subtilité des pratiques de marchandisation de l'éducation que laissent pourtant prospérer ces mêmes Etats par leur inaction, leur incapacité, leur immobilisme, leur indifférence et leur défaillance.

La Rencontre de la Zone Afrique, accordée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et honorée par la présence de Yvette Lecomte et Sonia Chebbi, respectivement Présidente et Déléguée Permanente de la FICEMEA, Isabelle Palançon, Coordonnatrice Zone Europe et Responsable de l'International des CEMEA France, a permis aux participants, après l'analyse des contextes, de définir des pistes communes d'action pour permettre à notre mouvement de jouer son rôle d'une société civile responsable et citoyenne dans nos différents Etats.

Le Professeur Fadiga Kanvaly, Membre de l'Académie des Sciences, des Arts et des Cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines, Consultant en éducation, énonce dans sa conférence inaugurale de la Rencontre que le principe de gratuité de l'école est à la fois partagé entre le réalisme de l'angle d'analyse économiste qui estime que l'école n'est jamais gratuite, qu'elle a toujours un coût et la vision politique qui l'utilise pour mobiliser la société. Quelque soit l'angle d'approche, les Associations CEMEA de la Zone Afrique dénoncent les abus et les dérives que connaît la mise en application de ce principe et demandent aux Etats d'assurer leur rôle de régulateur, de contrôle et de suivi.

Ce qui s'est dégagé de nos assises, c'est que malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics, l'école, comme moyen formel d'éducation, reste embrigadée entre les mains des acteurs marchands qui usent d'astuces et profitent quelquefois de la somnolence des Etats. Les participants à la Rencontre de

Côte d'Ivoire ont pris la résolution de mener des actions de plaidoyer, de sensibilisation, d'éducation, de formation et d'information auprès de tous les acteurs de la communauté éducative afin d'amener chacun à jouer son rôle pour permettre à tous de bénéficier du droit fondamental à l'éducation reconnu à tout être humain. Mais, cet idéal est-il réalisable ? Autrement dit, tel que s'interroge le Professeur Fadiga, [En Afrique], *la politique de gratuité de l'école peut-elle prospérer dans un contexte de libéralisme économique triomphant et de poussée démographique préoccupante qui accroît régulièrement les demandes sociales dans le domaine [...] de l'éducation ?*

Alexandre Ateba

Coordonnateur Zone Afrique

Consultez les [Actes Afrique](#)





Synthèse des séminaires régionaux

À partir des témoignages relatifs aux situations rencontrées dans les pays respectifs des associations membres de la Ficeméa, le séminaire a permis d'élaborer un positionnement et un plan d'action politique pour la Ficeméa prenant en compte des différentes problématiques du séminaire.

Le document suivant retrace de manière synthétique les

éléments de contexte, les positionnements et les perspectives élaborés lors des séminaires régionaux concernant les quatre thématiques du séminaire :

- L'enseignement obligatoire et non obligatoire : Un projet de la francophonie.
- Les loisirs éducatifs dans l'éducation non formelle
- Éducation culturelle et diversité culturelle
- La marchandisation de l'éducation par les médias

[Synthèse des séminaires régionaux](#)

Séminaire régional européen

[Rapport Séminaire Commission Europe](#)

Séminaire régional sur la marchandisation de l'éducation à Porto Novo au Bénin en mars 2014

Du 13 au 16 mars 2014 s'est tenu, dans les locaux du CAEB (centre des activités éducatives du Bénin) à Porto Novo au Bénin, le premier séminaire préparatoire à la rencontre internationale en novembre invitant à une réflexion sur la marchandisation de l'éducation.

Cette rencontre fut un événement très important pour notre fédération, la zone Afrique ne c'était pas réuni depuis 7 ans. Ce premier séminaire de la Ficeméa est un succès, il a permis un croisement des activités des associations membres en vue de développement de partenariat.

Cette rencontre réaffirme, plus que jamais, l'engagement militant qui est la force de nos associations et de notre fédération. Ce séminaire renforce notre adhésion partagée aux valeurs éducatives et notre vision politique de l'éducation comme moteur de développement et de transformation sociale.

22 personnes de 4 pays : Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal et Bénin ont travaillé, avec engouement, sur un état des lieux du processus de marchandisation de l'éducation à l'œuvre dans les pays. Des contributions d'Algérie et du Gabon ont complété l'état des lieux dressé pendant ces intenses jours de travail. Les associations ont dégagé des perspectives, des enjeux, des points de convergence et de divergence sur la situation. Cette fructueuse rencontre a permis de construire un positionnement commun sur cette question, de proposer des alternatives.

Les premiers éléments que nous pouvons évoquer sont une convergence des situations dans la région tant au niveau de l'éducation formelle et non formelle, un besoin de reconnaissance des organisations par les Etats et la force militante des associations membres.

La Fédération salut les participants de ce séminaire et souhaite des débats aussi riches pour les prochains séminaires à Madagascar du 1 au 3 mai et en Italie du 5 au 8 octobre.

[Rapport du Séminaire de la Commission Afrique](#)

Séminaire régional sur la marchandisation de l'éducation à Madagascar en mai 2014

Les CEMEA de Madagascar ont organisé, du 1er au 3 mai à Antananarivo, le séminaire régional de la zone Océan Indien de la FICEMEA

L'objectif était de présenter un état des lieux de la situation dans la région concernant les processus liés à la marchandisation de l'éducation et de préparer le séminaire international qui se tiendra du 2 au 7 novembre 2014 en Belgique.

Pendant ces trois jours, 22 militant-es de la zone Océan Indien, se sont réunis afin d'élaborer un état des lieux de la situation de l'éducation dans cette partie du monde au regard de la question de la marchandisation de l'éducation. Les

questions qui ont sous-tendu cette réflexion s'articulaient notamment autour du rapport entre société civile et Etat. Comment définir la société civile ? Quelles sont ses prérogatives ? Quelle sont la place et le rôle de l'Etat ? Ces questions fondamentales réinterrogent les prérogatives régaliennes dans le domaine de l'éducation.

Derrière cette question de la place de l'Etat se dessine l'enjeu de la place du politique. Qu'est-ce que le fait politique ? Est-il seulement un jeu de pouvoir politique entre factions rivales ? Dépasse-t-il cette dimension et devient-il le politique au sens des modes d'organisation de la cité et des liens qui unissent les individus entre eux dans un contexte donné ?

Comment réintroduire du politique dans la vie politique ?

L'éducation est intimement liée à ces questions car elle porte les germes de nos futurs choix de société. Il est d'autant plus fondamental de porter à la connaissance de tous les effets de la marchandisation de l'éducation. A travers ce séminaire nous percevons que le processus de refondation est en marche. Un des éléments fondateurs de cet événement a été d'affirmer le « faire ensemble » en partageant des pratiques collectives pour construire une culture commune.

Cette démarche sera entreprise au niveau européen lors du séminaire régional de la zone Europe qui se tiendra du 3 au 5 octobre 2014 à Turin en Italie. Le séminaire international de novembre s'emploiera à produire au niveau international un manifeste et une campagne de plaidoyer autour de la question de la marchandisation de l'éducation. La manière d'appréhender la question de l'éducation pose les enjeux du devenir de nos sociétés.

[Rapport du Séminaire de la Commission Océan Indien](#)